

Le tournant patriotique américain

Denis Lacorne

► **To cite this version:**

Denis Lacorne. Le tournant patriotique américain. Critique Internationale, Presses de sciences po, 2002, pp.46-49. hal-01017721

HAL Id: hal-01017721

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01017721>

Submitted on 3 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le tournant patriotique américain

par Denis Lacorne

Une « guerre facile » n'est pas une guerre facile à gagner, mais facile à justifier devant l'opinion publique, une guerre de riposte qui « coule de source ». L'intervention américaine en Afghanistan rappelle en ce sens la guerre hispano-américaine de 1898 et la participation, tardive mais décisive, aux deux Guerres mondiales. Les guerres difficiles à justifier étaient les guerres du Vietnam, du Golfe, et les interventions en Somalie, en Haïti, en Bosnie et au Kosovo. Jamais un président mal élu, ignorant tout de la politique étrangère et des affaires stratégique-militaires, qui de surcroît perdait le contrôle du Sénat quelques mois après son élection, n'a eu autant de chance : les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone justifiaient la riposte, sans qu'il fût nécessaire d'expliquer réellement pourquoi Ben Laden était l'ennemi numéro un et pourquoi il fallait nécessairement abattre le régime taliban, quitte à faire alliance avec l'un des plus cruels seigneurs de guerre de la région, le général Rachid Doustom.

Vue de France, la riposte américaine est souvent décrite par les intellectuels comme précipitée, disproportionnée, injustement cruelle pour les populations civiles, dangereusement impérialiste, bref une énorme régression dans les relations internationales. Ces inquiétudes ou ces critiques n'ont pas cours aux États-Unis, ou si peu, pour une raison simple : le territoire était attaqué et les morts étaient des proches, des amis d'amis, de sympathiques civils dont la presse dresse chaque jour d'émouvants portraits sous la forme de petites vignettes nécrologiques. Les morts étaient des Américains comme les autres ; non pas, comme on avait pu le croire naïvement, d'arrogants banquiers, mais des représentants de toutes les professions, de toutes les classes et de toutes les ethnies. L'Amérique des chefs d'entreprise, des directeurs de banque, des grands financiers et des gros avocats d'affaires, dispersés dans tout Manhattan, avait été épargnée. Les tours ne regroupaient que des cadres intermédiaires de la finance et du commerce et surtout des employés administratifs et du personnel d'entretien... C'est bien l'Amérique profonde qui avait été touchée et c'est elle qui répondait avec une étonnante imagination patriotique, réinventée de toutes pièces par des générations qui n'avaient connu aucune des grandes guerres américaines et pour lesquelles celle du Vietnam n'évoquait que de vagues histoires de famille ou de pieux souvenirs cinématographiques.

La profusion des drapeaux, les dons de sang, la multiplication des prières publiques et des veillées, l'accueil triomphal fait aux soldats revenus du « front » des opérations aéro-navales, manifestent de façon concrète et spontanée un patrio-

tisme fort qui ne peut que déconcerter l'étranger, habitué aux vieux stéréotypes d'une Amérique égoïste et individualiste, supposée incapable de manifester le moindre sens du sacrifice, à jamais affaiblie par les manifestations tardives du syndrome du Vietnam, pour qui les seules guerres envisageables étaient du type « zéro mort ». Cette dernière conception n'est plus de mise, même si les autorités militaires américaines ont compris, fort intelligemment, l'intérêt qu'il y avait à se battre par personne interposée. Le Pentagone avait su, en Bosnie, utiliser les Croates pour épuiser l'adversaire serbe, avant d'y envoyer des troupes chargées du maintien de la paix ; il a su, cette fois, utiliser l'Alliance du Nord pour ménager ses propres troupes.

Les enquêtes d'opinion rendent bien compte de la vigueur du patriotisme américain, de l'effet classique du *rally around the flag* (ralliement au drapeau) en temps de guerre. Le 9 octobre 2001, d'après un sondage d'*ABC News* et du *Washington Post*, Bush atteignait des sommets de popularité inégalés dans l'histoire des États-Unis. Avec un taux d'approbation de 92 %, il faisait mieux que Reagan, mieux que son père au lendemain de la guerre du Golfe et aussi bien que Roosevelt en 1938. Un mois plus tard, le 8 novembre, 82 % des Américains approuvaient toujours la politique de Bush. À la même date, 90 % des Américains soutenaient l'action militaire des États-Unis, dont 75 % « fortement ». Avant même les premiers assauts sur Mazar-e-Charif, 85 % des répondants estimaient que la campagne militaire en Afghanistan se déroulait « bien ».

On était donc sorti de l'ère post-vietnamienne pour entrer dans l'ère des convictions, des certitudes et du patriotisme musclé. Le meilleur indicateur du tournant patriotique américain est l'extrême faiblesse des courants critiques et des mouvements pacifiques, dont la presse française exagère démesurément l'importance. Les dirigeants les plus influents du Parti démocrate – Richard Gephardt, le leader de la minorité à la Chambre des représentants, et Tom Daschle, le leader de la majorité au Sénat – n'ont cessé d'exprimer un soutien total à la politique de George W. Bush. L'urgence et les nécessités du moment repoussaient aux calendes grecques le débat politique interne. Dans un autre registre, le féminisme n'était plus de mise : les hommes, les gros bras, étaient de nouveau à la mode. Les vrais héros n'étaient plus les acteurs d'Hollywood, les stars du rap et de la techno ou les champions des équipes sportives, mais les pompiers, les policiers, les soldats des *special forces*. Les enfants eux-mêmes étaient prêts à prendre la relève, comme ce petit garçon d'une classe de sixième d'une école publique de la capitale, cité par le *Washington Post* : « J'ai peur, parce que mon papa va peut-être partir en guerre. Il est aviateur. On pourrait tirer sur son avion et le faire tomber. Eh bien, si on fait mal à mon papa, j'irai faire la guerre : je leur ferai sauter la tête et j'irai tuer Ben Laden ! »

Signe des temps qui changent, les *peaceniks*, qui furent à la pointe du combat pacifique contre la guerre du Vietnam, sont devenus de bons patriotes. Lee Weiner, l'un des Chicago Seven, s'est enfin conformé à la majorité en accrochant pour la

première fois de sa vie un drapeau sur la façade de sa maison ; Stew Albert, l'un des fondateurs du mouvement *Yippies* (Youth International Party), vieil opposant à toutes les guerres américaines, du Vietnam à la guerre du Golfe, admettait, dans un entretien au *Wall Street Journal* (19 septembre 2001), que la riposte aux événements du 11 septembre devrait être nécessairement violente, quoi qu'en disent ses amis pacifistes de l'Oregon. Bob Joondeph, avocat, militant des droits civiques et ancien étudiant pacifiste, jadis chassé de l'université Brown pour avoir organisé un boycottage des recruteurs de l'armée, expliquait bien, dans le même journal, la signification du tournant patriotique du 11 septembre : « Ce qui se passe aujourd'hui ressemble plus à la Seconde Guerre mondiale qu'à la guerre du Vietnam. À l'époque du Vietnam, nous intervenions au milieu d'une guerre civile, nous envahissions un pays avec des objectifs qui me semblaient bien abstraits. Ici, rien n'est abstrait avec le meurtre de cinq mille personnes au cœur de notre plus grande ville... En fin de compte, il faudra bien réagir et cela sera nécessairement violent ».

Autre signe des temps : Chelsea Clinton, élève modèle qui suit sagement les traces de son père en poursuivant ses études à Oxford, révèle une mentalité bien différente de celle de la génération de ses parents. Bill Clinton avait prolongé ses études en Angleterre pour éviter la conscription, et ses adversaires politiques lui ont souvent reproché d'avoir participé, à l'étranger, à de nombreuses manifestations de protestation contre la guerre du Vietnam. Sa fille, au contraire, se déclare surprise par ses camarades anglais dont elle supporte difficilement l'anti-américanisme. Elle se sent, au plein sens du terme, patriote et américaine, au point d'aller interrompre, avec un groupe d'amis, une manifestation pacifiste locale en y déployant un grand drapeau américain et en y chahutant les orateurs qui évoquaient les « victimes innocentes » des bombardements sur l'Afghanistan... Le pacifisme américain a décidément beaucoup perdu. Il survit, certes, à Berkeley qui a réussi à mobiliser, en octobre, quelque deux mille manifestants pacifistes. Deux mille sur un campus de trente mille étudiants, réputé de gauche ? C'est bien peu, et dérisoire à l'échelle de l'Amérique !

On ne peut, enfin, évoquer le tournant patriotique américain sans signaler sa dimension religieuse, parfois officialisée par des « messes » œcuméniques réunissant les leaders politiques et les représentants des principales religions, comme à la National Cathedral (épiscopaliennne) de Washington, trois jours après l'attaque de septembre. Cette dernière cérémonie se concluait par le *Battle Hymn of the Republic*, dont tous les élus du Congrès, cinq anciens présidents, le président Bush et ses ministres reprirent à l'unisson le cinquième verset : « De même qu'Il [le Christ] mourut pour sanctifier les hommes, périssons à notre tour pour rendre les hommes libres »¹. Comprendons-le bien : la référence est chrétienne, mais il ne s'agit pas là d'un appel à la croisade (même si ce mot malheureux a échappé une fois au Président au lendemain des attaques du 11 septembre). L'évangélisme professé par Bush

(« chrétien régénéré » converti par Billy Graham) est une religion éminemment patriotique parce qu'elle est œcuménique, au point d'englober toutes les religions y compris l'islam. Suivant les conseils d'un brillant professeur de droit, catholique conservateur de formation thomiste, David Forte, Bush ne cesse, en effet, de répéter que le véritable islam est une religion de paix et cite à l'occasion des versets du Coran en prenant un ton d'exégète²... Ces pieuses manifestations d'universalisme religieux renforcent sans doute la popularité d'un président « modéré même en temps de guerre ». Mais rien n'indique, à ce jour, que Bush et son gouvernement aient fait l'effort de comprendre la nature et la complexité du monde arabo-musulman. Le patriotisme, même modéré, reste manichéen ; il réduit la scène du politique à l'ancestrale opposition : amis/ennemis³. ■

1. Composé par Julia Ward Howe pour les troupes de l'Union au début de la guerre de Sécession (1861), le *Battle Hymn of the Republic* n'est, en général, chanté qu'en temps de guerre. Le cinquième verset, dans sa version politiquement correcte, remplace « périssons » (*let us die*) par « vivons » (*let us live*). C'est bien la version originale qui fut chantée à la cathédrale nationale. Voir George F. Will, « Battle Hymn », *Washington Post*, 21 septembre 2001 et « Battle Hymn », éditorial non signé du *Wall Street Journal*, 18 septembre 2001.

2. Franklin Foer, « Blind faith », *New Republic*, 22 octobre 2001. David Forte, observe Foer, est un orientaliste amateur, membre de la Heritage Foundation, professeur de droit à Cleveland-Marshall College of Law, auteur d'un ouvrage sur le droit islamique qui fait remonter les origines du fondamentalisme islamique à la secte des kharijites, mais ignore tout des courants wahhabites, pourtant très influents en Arabie saoudite, au Pakistan et en Afghanistan. Bush visite fréquemment des mosquées et, d'après Foer, se dit particulièrement fier de posséder un exemplaire du Coran offert par l'imam Muzammil H. Siddiqi du Washington Islamic Center.

3. « Une planète définitivement pacifiée, écrivait Carl Schmitt, serait un monde sans discrimination de l'ami et de l'ennemi et par conséquent un monde sans politique ». Dans *La notion de politique*, Paris, Flammarion, 1992, p. 73.